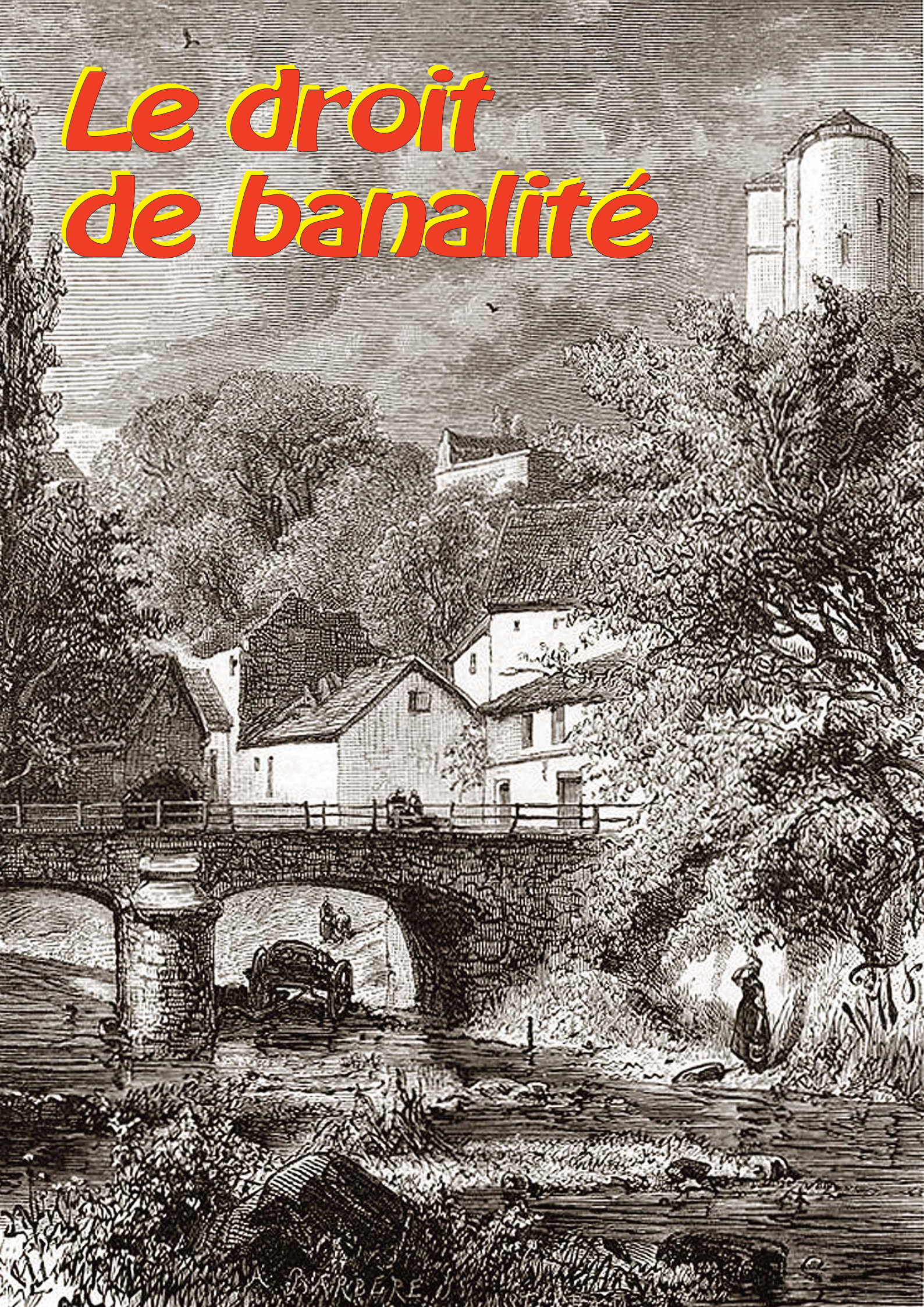


Le droit de banalité



A. BARBÈRE

En couverture:
Gravure représentant les vestiges du château de Dalhem (1874)
extraite du livre « Geschiedenis der zeventien Nederlanden » par Pieter H. Witkamp (1882).

En 4^e de couverture :
Brasserie banale de Braine-le-Château – Pressoir banal (miniature moyenâgeuse) – Four banal de Botassart –
Moulin banal de Pepinster – Moulin banal de Theux – Moulin banal de Braine-le-Château

Le droit de banalité

(Etude extraite du Bulletin de l'Institut Archéologique Liégeois - Tome XXV - 1895)

I. LE BAN

Le terme *ban*, d'où banal et banalité, a évidemment une étymologie germanique.

Il ne se rencontre pas dans le latin classique, et les termes *bannalis*, *bannum*, etc., ne datent que de l'époque où l'élément germanique commença à s'introduire dans le langage néo-latin de la Gaule et de l'Italie.

D'un autre côté, ce radical se retrouve dans tous les idiomes tudesques, avec de légères variantes quant à la terminaison.

La forme du bas-allemand ou flamand semble avoir été *bant*. Nous la retrouvons dans plusieurs anciens noms de régions: *Braeckbant* (Brabant), *Teisterbant* (une région hollandaise), *Ostrebanus*, pays d'Austrevant dans la Flandre française (1). Dans ce dernier nom, on constate déjà la transformation que le radical devait subir avec le temps. Le *t* final, qui s'est conservé dans le mot français, a disparu dans l'ancienne forme néo-latine.

Le *t* se perdit dans les mots français ban et ses dérivés et même dans les composés et dérivés flamands: *verbunnen*, *bunneling*. Avec le temps, *bant* devint ban, probablement à cause d'une de ces règles euphoniques qui transforment les dialectes.

Dans les mots *Braeckbant*, *Teisterbant*, etc., *bant* a la signification de district, territoire, qui est aussi le sens primitif de ban (2).

Il résulte de ces exemples que le ban pouvait comprendre un territoire étendu, une province; comme on le verra plus loin, le terme ban servait aussi à désigner un district de moindre importance: un village, une seigneurie, une paroisse; c'est même pour signifier de petites étendues, que le mot s'est conservé et qu'il a été d'un plus fréquent usage.

De ce sens primordial du mot ban dérivent plusieurs autres significations, qui toutes se basent sur l'idée de district.

Le ban — c'est un territoire — ce sont encore les habitants de ce territoire.

Lorsque dans les villages ou les paroisses il y avait une réunion publique, la cloche banale convoquait le ban — c'est-à-dire tous les bourgeois ou paroissiens — à cette assemblée.

De même, lorsqu'un souverain ou un seigneur voulait partir en guerre, il convoquait le ban, c'est-à-dire tous les vassaux, et, s'il le fallait, l'arrière-ban, c'est-à-dire tous ceux qui possédaient un sous-fief, de son royaume ou de sa seigneurie.

La compagnie des vassaux, qui se trouvait ainsi réunie sous les ordres d'un seigneur, constituait sa *bannière*.

D'après certains étymologistes, Littré, par exemple, dans son dictionnaire, le mot *bannière* viendrait du bas-latin *bandum*, qui signifie drapeau, et, plus originellement, de l'allemand *band*, qui signifie bande à lier, d'où, dit-il, drapeau et, finalement, la troupe qui suit le drapeau.

A l'appui de cette étymologie, il cite le vieux mot *bandière*, qui est synonyme de bannière.

A notre humble avis, cette explication n'est pas la bonne.

Certains seigneurs avaient le droit d'appeler sous les armes et de commander la troupe de leurs vassaux, des hommes de leur ban. Ces compagnies s'appelaient bannières, mot qui vient plutôt du flamand *ban-heer* (armée du ban) (3). Le terme bannière, qui servit d'abord à désigner la troupe, fut, dans la suite, employé pour le drapeau qui la guidait et la distinguait.

Les seigneurs, qui jouissaient du droit de lever leurs vassaux, portaient le titre de *bannerets*. — Ce terme semble avoir aussi une origine flamande. Il ne serait qu'une transformation du composé *ban-heer* (seigneur de ban ayant droit de convoquer les hommes de son ban).

Avec le temps, le mot *ban* servit également pour les convocations des hommes d'un ban.

Le ban, dit Mantelius (4), est un édit public convoquant les habitants à une assemblée générale. Il se fait en sonnant la cloche banale.

De là dérivait une autre signification du mot ban.

Quand l'autorité publique voulait faire une proclamation aux sujets, elle les convoquait en faisant sonner le ban; lorsque tous les intéressés étaient présents, la publication était faite.

Ces proclamations furent, à leur tour, désignées par le terme *ban*, qui a surtout conservé ce sens pour les proclamations qui se font à l'église avant le mariage religieux.

Ces différentes significations du terme *ban* ont toutes comme base l'idée de district et de territoire que nous avons donnée à ce radical.

Cette même idée se retrouve dans les dérivés *banal* et *banalité*.

Banal, dans le langage actuel, signifie commun, vulgaire, à l'usage de tous.

Le sens primitif du mot est le même, mais avec une moindre étendue.

Banal, dans le langage féodal, qualifiait tout ce qui était commun au ban, tout ce qui était à l'usage de ses habitants.

Quelques exemples le montreront.

La cloche banale, que les possesseurs de la grosse

dîme devaient fournir pour le clocher du village, et qui servait à convoquer les habitants aux réunions publiques, religieuses ou autres, devait, d'après l'ancienne législation, être assez forte pour être entendue jusqu'aux extrémités du ban paroissial.

Les mêmes décimateurs devaient entretenir, sur le territoire de leur dîme, des taureaux, verrats et autres reproducteurs *banaux*, qui devaient être à la disposition de tous les cultivateurs du ban soumis à la dîme.

Cette obligation ou cette banalité a existé aussi longtemps que la dîme. Dans certaines localités, on trouvait ces reproducteurs *banaux*, jusqu'à la Révolution française, chez un fermier des décimateurs ou chez le reprenneur de la dîme (5). Dans d'autres localités, les propriétaires de la dîme rachetèrent cette obligation; tel fut le cas à Aubin-Neufchâteau, où le chapitre décimateur payait de ce chef, chaque année, une rente de 20 florins à la communauté.

Jadis, dans beaucoup de localités, on trouvait des moulins et des fours *banaux*, et des brasseries *banales*. Là où l'on cultivait la vigne, on rencontrait des pressoirs *banaux*. Ces établissements devaient desservir tous les habitants du ban (6); ceux-ci, de leur côté, étaient tenus de faire moudre leur grain, brasser leur bière et cuire leur pain, au moulin, à la brasserie, au four du ban (7).

Pour ce service, ils payaient une redevance légale au propriétaire ou au locataire de l'établissement banal. Cette redevance se payait le plus souvent en nature et consistait d'ordinaire en une partie déterminée de la mouture, de la brassée ou de la fournée de pains.

L'obligation pour les habitants de s'adresser à un établissement semblable, le droit pour le propriétaire d'y forcer les gens, constituaient le droit féodal de la banalité.

L'origine du droit de banalité est assez obscure et assez discutée.

Sohet, dans ses *Instituts de droit*, résume ainsi les deux opinions qui partageaient les auteurs du siècle dernier: «Bien des auteurs croient, dit-il, que la banalité est une suite des droits de servitude, que les Seigneurs avoient autrefois sur leurs sujets, quoique ce droit puisse avoir été établi pour le propre bien même d'une communauté, et par convention ancienne (8).»

De nos jours, cette question a été l'objet de discussions savantes entre plusieurs historiens français.

D'après un de ceux-ci, la banalité serait un vestige de l'ancienne organisation de la propriété, de la communauté des terres, au temps des barbares.

«Lorsque, dit-il, l'appropriation des terres fut un fait accompli, les mœurs gardèrent quelques vestiges du temps où les récoltes étaient communes, les provisions communes, les repas communs; la tribu, devenue village, conserva, pour moudre le blé, un moulin commun; pour cuire le pain, un four commun.»

Au temps de la féodalité, «le seigneur mit la main

sur ces établissements et les exploita à son compte» (9).

D'autres auteurs sont d'un avis tout différent.

Se basant sur les lois barbares, sur les plus anciennes formules et sur les plus anciennes chartes, ils prouvent que, depuis les temps les plus reculés, les moulins étaient des propriétés privées et que nulle part on ne trouve la moindre trace de la propriété collective des anciens moulins (10).

M. Glasson, membre de l'Institut de France, se prononce pour cette seconde opinion, et voici comment il explique le caractère banal que les moulins acquirent avec le temps:

«Si le moulin, dit-il, est ainsi la propriété privée de celui qui le construit, il ne faut pas non plus oublier que fort souvent il est fait sur les ordres et pour le compte du propriétaire d'un grand domaine, d'une villa, comme on disait à l'époque franque, et le propriétaire de ce domaine conférait l'usage de ce moulin à ses tenanciers.

» Nous voyons, dit-il encore, par le Capitulaire de *Villis*, que, sur les terres royales, ces établissements étaient soumis à des règlements administratifs spéciaux, notamment sur le nombre des meuniers, la quantité de blé à moudre, les époques des livraisons, etc.

» Ce que le roi faisait sur ses domaines, les grands propriétaires l'entreprenaient aussi, sans doute, sur leurs terres et par les mêmes motifs. Mais, en outre, il existait dans les lois et les Capitulaires de nombreuses dispositions, desquelles il résulte que les moulins et les fours étaient soumis à des dispositions spéciales qui avaient, comme nous dirions aujourd'hui, le caractère de mesures de police. Lorsque l'autorité royale disparut, des seigneurs locaux étaient, en général, en leur qualité même de grands propriétaires, en possession, comme dans les siècles précédents, de moulins, fours, pressoirs, etc. Ils conservèrent ces établissements et en construisirent même de nouveaux dans l'intérêt des habitants du pays, soit à leurs propres frais, soit à frais communs. D'un autre côté, ils s'attribuèrent avec les droits de justice, les pouvoirs de police, et eurent ainsi le droit de réglementer l'usage de tous les moulins, fours et pressoirs, même de ceux qui ne leur appartenaient pas.»

Ainsi, dit-il encore: «le moulin devenait une banalité, et celle-ci conférait au profit du seigneur des prérogatives importantes. D'ailleurs, si les banalités conféraient des droits importants au seigneur, elles lui imposaient aussi des charges» (11).

Les considérations de M. Glasson pourraient se résumer en ces mots: les moulins appartenaient aux seigneurs qui les avaient construits dans l'intérêt de leurs tenanciers; les moulins étaient *banaux* en fait, dans ce sens que tous les habitants y allaient, parce qu'il n'y en avait pas d'autre dans le voisinage. Les seigneurs abusèrent de leur droit de justice et de police pour transformer l'usage en obligation.

Cette origine des banalités que donne M. Glasson pour la France, est également admissible pour notre pays, qui a passé par les mêmes phases politiques et économiques.

II. LES ÉTABLISSEMENTS BANAUX

Les établissements qui, dans notre pays, devinrent banaux de la façon que nous venons d'exposer, étaient les suivants : les fours, les pressoirs, les brasseries et surtout les moulins. Nous dirons d'abord quelques mots des trois premiers, nous réservant de nous étendre plus longuement au sujet des moulins.

§ 1. — *Les fours banaux.*

Jadis, au centre de certains villages, on trouvait un petit bâtiment public, qui était le four banal. Il appartenait au seigneur qui le donnait en location à un de ses sujets. Tous les habitants du ban y cuisaient leur pain à des conditions fixées depuis bien longtemps et conservées par l'usage — c'était un pain par telle fournée ou telle somme minime par pain.

Le four public et même banal avait été, à l'origine, un avantage pour les gens ; peu de manants avaient de quoi construire cet accessoire nécessaire d'un ménage. Mais, avec le temps, quand le bien-être se développa, il devint une charge. Les familles plus fortunées préféraient leur four particulier ; les autres aimaient mieux en construire un à frais communs dans leur voisinage que d'aller au loin cuire leur pain au four banal, à un moment parfois inopportun. Pour ces raisons, les sujets rachetèrent au seigneur le droit de banalité, ici au moyen d'une rente annuelle, là en cédant une parcelle de terrain communal. Sohet dit qu'il connaissait plusieurs seigneuries où les choses s'étaient ainsi passées. Il dit aussi que, de son temps, il y avait encore des fours banaux dans quelques lieux (12).

Dans le pays de Dalhem-Visé, les fours banaux ont été peu communs ou ont disparu de bonne heure ; nous n'en avons trouvé aucune trace dans les records des privilèges et droits locaux que nous avons consultés. Dans certaines de ces localités, la fabrication et la vente du pain étaient réglées par des coutumes particulières et surveillées par des employés publics appelés *asséeurs du pain* (13).

§ 2. — *Pressoirs banaux.*

Les pressoirs banaux ou *stordoires*, comme on disait au pays de Liège, ne doivent pas avoir été nombreux dans nos régions ; on ne les trouvait que là où la culture de la vigne avait acquis une certaine extension.

Dans une intéressante étude de M. Jos. Halkin sur la culture de la vigne en Belgique, quelques *stordoires* de la région sont mentionnés.

Celui d'Argenteau était certainement banal ; le droit de « stourdage » ou de pressoir figure dans un acte d'achat du château. Ce pressoir banal était, en 1684, affermé au prix de 265 florins ; cent ans plus tard, il n'en rapportait plus que 124. Ce qui permet à l'auteur de conclure que, dans l'intervalle, la viticulture avait

considérablement diminué.

Dans un document de 1353 annexé à la notice de M. J. Halkin, on trouve quelques points du règlement du pressoir banal que le chapitre cathédral possédait à Liège même :

Les *masuiers* des vignes du chapitre devront *stordre a stordoir* des seigneurs de Saint-Lambert et pas ailleurs.

Les *masuiers* doivent au *stordoir* de XXX setiers de vin 1 setier.

Les *masuiers* doivent user du *stordoir* avant les étrangers (14).

§ 3. — *Brasseries banales.*

Dans certaines localités, comme à Visé et à Dalhem, il n'y avait pas de banalité pour les brasseries. A Visé, il existait une taxe ou gabelle sur les bières et les vins (15) ; à Dalhem, le commerce de ces boissons était réglementé par les privilèges de la ville ; les échevins fixaient le prix du vin ; les asséeurs celui de la bière (16).

Dans d'autres endroits, les brasseries étaient banales ; à Mortroux, un lieu-dit, les Brassines, en a conservé le souvenir ; à Hermalle, le seigneur d'Argenteau devait avoir une *franckque bressine bannale*. Cette brasserie était si franche qu'on ne pouvait arrêter le brasseur. Celui-ci devait brasser bonne *cervoise* (bière) ou autre boisson d'aussi bonne qualité que celle des brasseurs d'alentour et au même prix. Il devait se servir des mesures de Herstal. Toujours il devait avoir une provision de fraîche boisson sur ses chantiers. Tous les habitants de la justice doivent se fournir à la brasserie banale, tant qu'ils y trouveront de bonnes boissons. Si le brasseur rencontre un *masuier* portant ou conduisant bière ou hoppe (?) achetée ailleurs, il peut briser le vase ou défoncer le tonneau, s'il lui plaît.

A tous les plaids généraux, le brasseur doit apporter ses quarts et ses pintes devant les échevins pour les faire vérifier ; si elles ne sont pas trouvées justes, il devra payer l'amende au seigneur.

Sur tout le territoire, personne, en dehors du brasseur banal, ne pourra brasser ni vendre des boissons, si ce n'est avec la permission du seigneur ; — cette permission était accordée à Jehan le Diable, dont la brasserie était située devant le Pont de Visé (17).

Si à cette citation nous ajoutons cette autre des Paweilhars, on aura une idée assez exacte de ce qu'était une brasserie banale :

« A Seraing, il y avait deux brasseries banales qui livraient la bière au prix de Liège. Si un habitant de Seraing introduisant dans le ban de la bière étrangère, était pris en délit de contrebande par un brasseur en présence de deux témoins dignes de foi, le coupable était puni d'une amende. Les brasseurs pouvaient même, pour prévenir les fraudes, établir deux gardes jurés, qui devaient être admis par le mayer et dont le rapport faisait foi devant la justice.

» Lorsque pour une cause quelconque les deux brasseurs, ou l'un d'eux, refusaient de brasser aux conditions réglementaires, les bourgeois avaient le droit d'aller se plaindre à la justice et, dans ce cas, le mayeur accompagné de deux échevins au moins devait se rendre à la brasserie et ordonner au brasseur de faire de la bière dans les trois jours sous peine d'une amende de 7 sols de bonne monnaie.

» Cette démarche restait-elle sans résultat, le mayeur la renouvelait au bout des trois jours, et intimait de nouveau au brasseur l'ordre de se rendre aux désirs de ses clients dans les trois jours sous peine d'une nouvelle amende de 7 sols.

» Si le brasseur continuait à se montrer récalcitrant, le mayeur devait à l'expiration du délai se transporter à la brasserie et y signifier au coupable qu'il avait à payer sur son honneur et avant le coucher du soleil 21 sols de bonne monnaie pour les 3 *commands* lui intimés, qu'il lui était interdit de brasser encore et que désormais il était déchu de son droit de banalité.

» En présence de ces faits, le sire ou seigneur de l'endroit pouvait conférer la *banale franchise* de brasser à une autre personne du ban. » (18).

§ 4. — Moulins banaux.

Les fours, pressoirs et brasseries jouissant du droit de la banalité ne se rencontraient que dans quelques localités et avaient, pour la plupart, disparu avant la fin du siècle dernier; les moulins banaux, au contraire, étaient nombreux et conservèrent leur caractère banal jusqu'à la révolution française.

On pourrait dire qu'en règle générale les moulins étaient banaux, qu'ils appartenait ou avaient appartené aux seigneurs laïques ou ecclésiastiques de la localité, et que cette situation remontait jusqu'au commencement du moyen âge.

Lorsqu'on parcourt les anciens diplômes et les anciennes chartes, on voit très souvent le moulin figurer parmi les biens du village, objet d'une donation ou d'une transaction (19).

Sans doute, le droit de banalité n'y est pas énoncé en termes exprès; mais on doit supposer que le moulin est transmis avec tous ses droits et privilèges, d'autant plus qu'après l'énumération des biens on trouve généralement ces termes : *cum omnibus utilitatibus*, qui semblent résumer tous les droits que le roi ou le seigneur pouvait avoir dans la localité.

Ensuite, dans l'énumération des biens donnés ou transmis, on rencontre souvent la propriété des cours d'eau (*cum aquis, aquarumque decursibus*).

Dans ces derniers termes, il ne peut être question du droit de pêche, qui est exprimé par le mot *piscatio*, mais il doit s'agir du droit qu'on appelait « du coup d'eau », c'est-à-dire du droit d'utiliser le courant de l'eau.

Le chapitre de la cathédrale de Liège était, en sa qualité de seigneur de Visé, propriétaire du coup d'eau

de la Meuse sur tout le territoire de la seigneurie. Lorsque, comme nous le verrons plus loin, les propriétaires du moulin de Devant-le-Pont, à Visé, voulurent établir un moulin sur barque au milieu du fleuve, ils durent demander l'autorisation du chapitre et payer assez cher « le coup d'eau » de la Meuse.

Le droit du cours ou du coup d'eau, concédé par les diplômes aux seigneurs ou aux églises, enlevait donc aux riverains le droit d'établir un moulin sans le consentement du seigneur et constituait par là même, pour la plupart des localités, le moulin seigneurial, unique et, de fait, banal.

On pourrait donc dire, en se basant sur les anciens diplômes, que, dès le IX^e et le X^e siècles, les moulins appartenait généralement aux seigneurs et que, d'après toutes les apparences, ils étaient banaux.

Ce qui doit nous confirmer dans cette opinion, c'est que dans les documents plus récents des XII^e et XIII^e siècles, nous voyons presque tous les moulins aux mains des seigneurs ecclésiastiques ou laïques et nous constatons presque toujours qu'ils avaient le caractère banal; tel était le cas pour les moulins de Dalhem, Cheratte, Hermalle, etc.

Bien plus, pour des moulins qui, vers 1300, appartiennent à d'autres qu'au seigneur local, on trouve une transaction antérieure qui explique cette situation particulière.

En 1315, le moulin de Chenêtre, qui desservait le ban de Trembleur, était la propriété indivise de Gilles Dessar, de Coy de Bombay, chevalier, et d'Ulric, fils de Coy de Bombay, voué de Mortier; mais ce moulin était un fief du duc de Brabant, ce qui nous permet de supposer que, jadis, il avait appartenu au comte de Dalhem (20).

Comme preuve, nous pouvons encore citer le moulin de Devant-le-Pont, dont nous indiquerons brièvement les propriétaires successifs pour mieux comprendre les chapitres suivants.

Ce moulin appartenait, avant 1232, au chapitre de Saint-Lambert, qui était, à cette époque, seigneur de Visé. En 1232, le bâtiment tombait en ruines. Sans doute, pour éviter les dépenses de la reconstruction, le chapitre donna le moulin et le droit de banalité en *masure* à un Bastianus de Visé, moyennant une rente annuelle de 20 solidi.

Pendant près de deux siècles, le moulin resta propriété laïque. En 1365, il appartenait à *honorez personnes madame Marie des Temples, femme jadis à mons^r Waltier delle Sause, le jeune, chevalier*, qui habitait l'antique manoir des Templiers de Visé, *Johan dit Forgon, de Lixhe, Gerar del Loye et Ernul, fils jadis Wilhem de Weis ou de Prez, de la famille des de Prez de Barchon*.

Vers 1400, la cathédrale de Liège rentra, on ne sait comment, dans la propriété d'un tiers du moulin; le doyen Sarrazin, du chapitre de Visé, acquit, par des achats successifs, un second tiers que, par son testa-

ment, il légua à la communauté dont il avait été chef; la troisième part resta à des laïcs et passa, par voie d'héritage ou d'échange, à plusieurs familles importantes du pays.

Ces exemples montrent comment d'anciennes propriétés seigneuriales pouvaient passer en d'autres mains, et nous permettent de dire que, à l'origine, la plupart des moulins appartenaient aux seigneurs de leurs localités.

Une considération qui porte à croire que l'origine de leur banalité remontait bien haut dans le moyen âge, c'est que, d'après la législation du pays de Liège, un seigneur ne pouvait pas établir ce droit, même du consentement de ses sujets, et que le simple usage ne suffisait pas pour le prouver.

Ce principe, qu'on trouve dans Sohet (21), figure déjà dans *li Paweilhars*, l'antique recueil du droit coutumier liégeois.

«*Mollins, fours, bressine nuls qui soit n'est banauz si ly justice desoux ceux ils sont nelle waurde clerement*» et la raison, est-il ajouté, c'est que *cascun est franc par droit se ons ne monstre clairement le servaige* (22). Et qu'on ne pense pas que ce principe était lettre morte pour les manants du pays de Liège. Un jugement concernant le moulin de Visé nous prouvera le contraire comme aussi le fait suivant que nous trouvons dans *li Paweilhars* (23).

Il y avait à Failon (24) en Condroz (vers l'an 1300), un moulin auquel les gens du village avaient toujours moulu, de si longtemps qu'on savait parler – continuellement et paisiblement.

Un jour, le moulin brûla. Messire Jean de Haneffe, qui était sire de l'endroit, engagea les gens de Failon à aller moudre à un sien moulin situé non loin de là. Le malheureux meunier s'empressa de faire rebâtir son moulin, si bien que, moins d'un an après l'incendie, la roue tournait. Puis, le meunier invita ses anciens clients à revenir à son moulin. Mais les gens de Failon s'y refusèrent, disant qu'ils n'y devaient pas aller moudre par ban. Le propriétaire du moulin ne réussit pas à les convaincre en leur disant qu'ils y avaient toujours moulu; il fut forcé de s'adresser à la justice.

Les échevins de Failon étaient fort embarrassés.

Ils avaient bien vu et entendu dire de leurs devanciers que les gens de Failon avaient toujours moulu au vieux moulin; ils savaient aussi que le meunier payait le cens pour le moulin – qu'eux-mêmes touchaient chaque année six deniers pour la garde de l'immeuble. Ils savaient encore que le meunier avait un jour cité devant eux deux hommes coupables d'avoir été moudre autre part, mais ils n'avaient pas eu à se prononcer, les coupables ayant apporté au meunier deux mesures de blé pour l'engager à se désister.

Ils n'en savaient pas davantage et n'osaient se prononcer. Pour se tirer d'affaire, ils soumirent le cas aux

échevins de Liège.

Il leur fut *chargiet que le mollin n'estoit nient banau*.

N'allons pas croire cependant qu'il y eut beaucoup de propriétaires de moulins banaux assez malheureux pour perdre leur droit de banalité faute de documents, comme le meunier de Failon.

Sans doute, ce droit a été contesté plus d'une fois, comme nous le verrons, par exemple, pour le moulin de Visé; mais la banalité c'était la clientèle assurée, c'était la moitié de la valeur du moulin: aussi les propriétaires avaient-ils soin de conserver leurs titres et de faire consigner leurs droits et privilèges des seigneurs. Dans ces documents, on voit toujours figurer le moulin banal avec ses *droitures et ses charges*.

D'ailleurs, les seigneurs semblent avoir été aussi fiers de jouir de ce droit seigneurial que jaloux de le conserver.

La moindre petite seigneurie avait son moulin. Au pays de Dalhem, nous en constatons à Mortroux, Neufchâteau et Feneur, dont l'importance en population devait être jadis moindre encore qu'elle n'est de nos jours. Dans la seigneurie de Nivelles-sur-Meuse, il y en avait même deux (25).

A côté de ces bans de si petite étendue, nous voyons le moulin banal de Dalhem, qui desservait Dalhem, Bombaye, y compris Mons, Warsage, Saint-Remy, les Hauteurs de Cheratte et même Barchon. L'importance de ce moulin banal s'explique par le fait que toutes ces localités avaient un seigneur commun, les anciens comtes de Dalhem (26).

Une étude plus générale de la circonscription des banalités permettrait peut-être de se former une idée plus exacte des droits respectifs de haute et de basse justice des seigneurs laïques et ecclésiastiques au moyen âge; elle expliquerait peut-être aussi certains faits obscurs de l'ancienne histoire locale de nos communes.

Dans les auteurs de droit liégeois, on ne trouve presque rien concernant les lois et coutumes qui réglaient les droits et les obligations des moulins banaux.

Sohet, dans ses trois volumes des Instituts, ne leur consacre qu'une petite colonne. *Les Paweilhars* contiennent le principe donné plus haut: que la banalité n'est reconnue que si elle est clairement prouvée; ils disent que les moulins doivent rester indivis, et ils indiquent ce qu'on doit faire lorsque deux copropriétaires ne savent pas se mettre d'accord pour l'exploitation d'un moulin.

Ces deux derniers points semblent dictés, comme le premier, par l'intérêt des manants ou clients du moulin.

L'ancien *Recueil du droit coutumier liégeois* n'en dit pas davantage à ce sujet.

Il y avait cependant des règles, généralement admises, qu'on retrouve dans tous les *Records de droits et privilèges* et que les échevins de Liège appliquaient,

lorsqu'ils avaient à juger une affaire de banalité.

Nous croyons pouvoir résumer ces règles comme suit :

1° Tous les habitants du ban étaient tenus de moudre au moulin banal, à l'exception des prêtres, clercs, chevaliers et enfants de chevaliers (27).

2° Ceux qui faisaient moudre à un autre moulin étaient passibles d'une amende déterminée par la coutume locale.

3° Le droit de mouture était fixe ; c'était généralement le seizième du grain à moudre.

4° Le moulin devait être en état de desservir convenablement les habitants du ban.

5° Si, pour une raison quelconque, le meunier ne pouvait, dans le délai voulu, servir ses clients, ceux-ci pouvaient librement s'adresser à un autre moulin.

6° Les habitants du ban devaient être servis avant les étrangers.

7° Les mesures du meunier devaient être vérifiées au moins une fois par an par la justice de l'endroit.

8° Dans beaucoup de localités, le meunier devait à son entrée au moulin faire serment de servir loyalement ses clients (28).

9° Le meunier devait prendre et reconduire à domicile le grain et la farine des clients.

A ces règles, on pourrait en ajouter d'autres moins importantes ou différentes pour les diverses localités.

La dernière de celles que nous venons de donner, constituait une lourde charge pour le meunier. — Celui-ci devait avoir des chevaux en nombre suffisant et « chevalehiers parmy laditte Haulteur et en ban devant dit de jour en jour, et huieher (crier) qui veult moudre, et celluy qu'aura ses bleids appareillez le moulmier le doit charger sur son cheval, mener à mollin et moudre tantost apres le moulnee qui seroit trouvée sur ledit moulin (29). »

Dans certains bans, celui de Dalhem, par exemple, le meunier ne devait repasser qu'au bout de deux jours.

C'est sans doute l'irrégularité de ce service qui occasionna les plaintes contre les meuniers, dont on trouve des traces dans les archives d'un grand nombre de communes.

Vers 1720, les habitants de Dalhem et de Bombaye se plaignirent à diverses reprises d'être mal servis par le meunier ; à un moment donné, ils formèrent le projet de constituer une coopérative pour l'exploitation du moulin, mais ce projet ne fut pas exécuté (30).

Cette hostilité souvent ouverte entre les meuniers et les habitants du ban et l'odieux qu'on trouve toujours dans l'obligatoire, expliquent la mauvaise réputation légendaire que les meuniers ont conservée au moins dans les campagnes jusque bien avant dans ce siècle.

Ces mêmes causes expliquent aussi la satisfaction

avec laquelle les populations accueillirent, il y a cent ans, la suppression du droit féodal de la banalité.

On voit encore dans certains coins retirés du pays des moulins antiques et primitifs, qui n'ont fait que perdre le qualificatif de banal pour prendre celui de vieux, et qui se trouvent dans l'état où ils étaient quand on y moulait par ban ; mais la plupart se sont rajeunis et perfectionnés. Et si, dans certaines contrées, le souvenir de la banalité est resté vivace au point de donner ce nom de moulins banaux aux boutiques des patrons qui pratiquent le truc-système (31), ailleurs ce souvenir s'est complètement perdu.

L'inscription *moulin banal de Neufchâteau*, qui se trouve sur une pierre armoriée dans la façade du moulin d'Aubin-Neufchâteau, n'est guère comprise par les gens du pays ; personne à Dalhem ne sait que jadis on y moulait par ban au vieux moulin ; et la plupart des Visétois ignorent qu'il y eut à Devant-le-Pont un moulin banal, qui fut pour leurs ancêtres l'occasion de grands et nombreux procès, comme celui dont nous allons nous occuper.

III. LE MOULIN BANAL DE VISÉ

§ 1. — *Le Procès de 1367.*

Comme nous l'avons vu précédemment, le moulin banal de Visé, situé à Devant-le-Pont, appartenait jusqu'en 1232 au chapitre de la cathédrale de Liège, qui était seigneur de l'endroit.

A cette date, les chanoines de Saint-Lambert vendirent leur immeuble avec le droit de banalité à un certain *Bastianus* de Visé, moyennant une rente annuelle de 20 *solidi*.

Par on ne sait quelle voie, la propriété du moulin avait passé vers 1360 dans les mains de *honorez personnes madame Marie des Temples, femme jadis a mons' Waltier delle Sause le jeune chevalier, Johan dit Forgon de Lische, Gerar del Loye et Ernull fils jadis Wilhem de Weis, escuwers*.

Pendant longtemps, les choses avaient marché à Visé comme si la banalité avait été hors de doute ; tous les *masuirs* et *sourcéans* faisaient moudre au moulin, que les échevins visitaient chaque année et dont ils vérifiaient les mesures aux plaids généraux.

Tout à coup, sans doute à l'occasion d'une difficulté avec le meunier, les bourgeois de Visé nièrent la banalité du moulin et se proclamèrent francs sous ce rapport et libres de faire moudre où bon leur semblait.

La justice fut saisie de l'affaire.

La hiérarchie judiciaire, devant laquelle se plaident jadis les affaires civiles de quelque importance, comprenait la basse Cour locale, qui jugeait en première instance et la Cour des échevins de Liège, qui étaient juges d'appel des cours subalternes.

Selon toutes les apparences, les propriétaires se contentèrent d'affirmer leur droit devant les échevins de Visé, se réservant d'aller en appel dans le cas où la décision de la justice leur serait défavorable.

Les bourgeois de leur côté ne purent produire aucun titre écrit, mais ils déclarèrent hautement qu'ils étaient francs de banalité; ils dirent que, si tous ils avaient fait jusque-là au moulin de Devant-le-Pont, c'était, non parce qu'ils y étaient tenus, mais parce que ce leur était plus commode à cause du voisinage du moulin.

Pour appuyer ces assertions, ils alléguèrent l'unique preuve qu'ils pouvaient donner: le témoignage *de personnes idoines et dignes de foi*.

S'appuyant, d'un côté sur l'absence de toute preuve évidente — pour eux — de la banalité, de l'autre sur l'opinion publique, que leurs prédécesseurs avaient peut-être déjà partagée, les échevins de Visé donnèrent un record ou jugement par lequel ils déclarèrent savoir et garder sans aucune preuve écrite que le moulin n'était pas banal.

Comme on pouvait le prévoir, les propriétaires interjetèrent appel de cette décision auprès de la Cour des échevins de Liège.

Devant ce tribunal, les bourgeois de Visé firent valoir les arguments ou plutôt les assertions qui avaient été admises par les échevins de Visé; ils s'appuyèrent surtout sur la récente décision de cette Cour. Ils offrirent à l'appui de cette preuve de produire plusieurs témoins dignes de foi, qui attesteraient leur franchise de ban.

A ces allégations, les propriétaires répondirent que les habitants de Visé avaient toujours moulu par ban à Devant-le-Pont. Le record de la justice de Visé était sans valeur, dirent-ils, parce que les échevins étaient eux-mêmes soumis à la banalité, donc en la cause juge et partie.

Eux aussi pouvaient produire des témoins, et des témoins nullement suspects comme ceux de la partie adverse, mais des hommes dignes de foi, pris à Visé même aussi bien qu'aux environs; et ces témoins viendraient affirmer différents faits qui supposaient et attestaient la banalité.

Ainsi, ils prouveraient que les échevins avaient visité le moulin, vérifié les mesures du meunier, à l'occasion des plaids généraux et, de ce chef, reçu leurs *droitures*, comme cela se fait pour les moulins banaux.

Ensuite, ils prouveraient par témoins, que toujours, jusqu'à l'heure présente, les masuirs avaient chaque année, à la Saint-Remy, curé le biez du moulin, à la requête du meunier, lorsque celui-ci constatait la nécessité de ce travail, et que ceux qui refusaient de s'acquiescer de cette obligation avaient été plusieurs fois — récemment encore — *pannés par le foistier* (garde) d'une amende de deux deniers de bonne monnaie, dont un pour le mayeur et l'autre pour le meunier.

Ils prouveraient encore que, lorsque le moulin à cause des glaçons ou du manque d'eau, ne pouvait desservir les habitants du ban, le meunier conduisait lui-même le grain à un autre moulin, auquel les ma-

suirs ne pouvaient s'adresser sans sa permission, sinon au risque d'être *panneis* et *corrigeis*.

Enfin, ils exhibaient un document qui, disaient-ils, établissait clairement la banalité.

Tels étaient les moyens invoqués par les deux parties.

A première vue, un jugement favorable aux propriétaires semble s'imposer.

Cependant, se basant sur l'importance de l'affaire, la cour veut procéder à une enquête pour avoir *mil-heur information de ces debas*.

Comme les deux parties demandaient à produire des témoins, elle charge, selon l'usage, les échevins de l'endroit de les entendre sur place. Mais, comme les échevins de Visé étaient eux-mêmes intéressés dans l'affaire, elle a soin de leur rappeler qu'ils doivent transcrire bien fidèlement les dépositions, afin que la justice ne souffre pas à cause de leur faute, négligence ou partialité.

En même temps, elle leur inflige un blâme pour s'être prononcés sans l'avoir consultée.

Pendant que la Cour de Visé reçoit les dépositions des témoins produits par les parties, les échevins de Liège font de leur côté une enquête concernant d'autres points du procès.

Ils citent devant eux leurs subalternes de Visé qui, mieux éclairés sans doute par les preuves des propriétaires et prémunis contre la partialité, déclarent qu'ils ne pourraient dire si le moulin est banal ou franc, et avouent avoir visité le moulin, vérifié les mesures et vu payer des cens par les masuirs, sans savoir pourtant à quelle occasion et pour quel motif.

Les juges liégeois ont soin aussi de s'édifier sur l'authenticité du document produit par les propriétaires; ils le trouvent véritable et entier, muni du sceau du chapitre cathédral; ils s'adressent même aux chanoines de ce chapitre, qui déclarent avoir dans leurs archives un texte du document (32).

L'instruction terminée et l'affaire bien et a loing débattue, la cour rend son jugement en séance publique en présence des parties et de leurs hommes d'affaires.

« Considérant, dit le jugement, que, dans cette cause, les échevins de Visé ont été juge et partie, et par conséquent présomptueux;

» Considérant l'authenticité de l'acte produit par les propriétaires;

» Considérant que, dans l'enquête faite au sujet de la possession, les bourgeois n'ont produit que des témoins intéressés, tandis que ceux des propriétaires n'étaient nullement suspects mais tout à fait dignes de foi;

» Nous jugeons et déclarons qu'on doit tenir pour authentique le document au sceau du chapitre de Saint-Lambert, qui atteste la banalité du moulin, que celui-ci a été, est et doit rester banal; que, par conséquent, les habitants de Visé devront continuer à y faire

moudre aux mêmes conditions que par le passé; que, seuls, les prêtres, chanoines, chevaliers et enfants de chevaliers en seront exempts selon l'usage du pays de Liège; » ensuite, pour prévenir autant que possible de nouvelles difficultés, la cour explique l'ancien document et détermine les droits et devoirs respectifs des propriétaires et des manants.

« Encore, continue le texte, jugeons et déclarons que les propriétaires du moulin devront l'entretenir, ainsi que ses dépendances, de manière à pouvoir convenablement servir les habitants du ban; de plus, le moulin devra être visité chaque année une fois ou deux par les échevins ou les voirs-jurés d'eau pour constater le bon état du moulin et pour vérifier les mesures. Si le moulin se trouvait dans des conditions à ne pouvoir convenablement desservir les habitants du ban, ceux-ci pourraient s'adresser ailleurs. — Mais si, sans raison, un bourgeois s'adressait à un meunier étranger, il pourrait être attrait devant la justice de Visé et condamné à une amende de sept sols de bonne monnaie. Cette amende sera attribuée à qui de droit; mais les propriétaires du moulin et le meunier ne pourront en avoir aucune part. »

Les échevins ajoutent que, dans les cas où de nouvelles difficultés viendraient à surgir au sujet des droits et des obligations de la banalité, ils *jugeront tous jours avant ce que loy enseignerat*.

Ce jugement fut rendu en date du 4 janvier 1367.

Une copie du document fut envoyée aux échevins de Visé avec ordre d'en donner connaissance aux habitants du ban.

« Sur l'ordre de nos maîtres, les échevins de Liège, et à la semonce de notre mayeur, dit le procès-verbal de la publication, nous avons publié et *fouporté* le jugement dans les termes suivants. »

Il est inutile de reproduire cette proclamation, qui contient en substance la sentence de la Cour de Liège avec les usages, qu'elle consacre, et les droits respectifs, qu'elle expose.

Concernant les visites annuelles du moulin, on y relève cette phrase: « Le moulin devra être visité chaque année une fois ou deux par nous ou par les voirs-jurés en cas où nous ne voudrions pas le faire ou ne serions pas d'accord », dans laquelle les échevins de Visé interprètent à leur façon le texte de la Cour de Liège.

Dans le procès-verbal de la publication, la Cour de Visé cherche aussi à se laver du blâme, qui lui avait été infligé, en expliquant le record qu'elle avait donné. Après la publication, le jugement fut mis *en la ward* des échevins.

Ce jugement de 1367 ne prévoyait pas toutes les occasions de conflits et ne pouvait donc prévenir toutes les contestations.

Une difficulté, survenue en 1435, provoqua un record de la justice de Visé (33), dont voici quelques

points:

Les bourgeois de Visé doivent moudre au 16^e.

Ils doivent être servis avant les *afforains* (étrangers).

Les boulangers ont le droit de faire moudre avant les autres deux jours de la semaine, le mardi et le vendredi; les brasseurs deux autres jours, le samedi et le... (illisible).

Les autres jours, les bourgeois doivent être servis avant les boulangers et les brasseurs.

Si un bourgeois achète du blé à moudre à une distance d'au moins deux lieues de Visé, le meunier doit aller le chercher dans les huit jours.

Le meunier ne peut avoir que des mesures de Liège.

Les échevins de Visé ont droit chacun aux trois plaids généraux, à *un vasteau et demi-setier de froment*.

§ 2. — *Les moulins banaux et les voirs-jurés d'eau.*

Au sac de Visé, par les troupes de Charles-le-Téméraire, en 1467, les archives de la ville avaient été détruites. Dans ce désastre disparurent aussi les documents du procès de 1367, que nous venons d'analyser.

Il ne restait donc aux bourgeois de Visé aucune preuve écrite de leur sujétion à la banalité, lorsque, au commencement du XVI^e siècle, de nouvelles difficultés surgirent, à propos de canaux de dérivation, entre les propriétaires du moulin et les riverains du ruisseau l'Aaz. Vers la même époque, les Visétois avaient aussi à se plaindre d'être mal servis par le moulin.

On comprend aisément que, dans ces conditions, ils aient discuté le droit de banalité; en 1534, ils se proclamèrent libres et, francs sous ce rapport, comme ils l'avaient fait en 1366.

En présence de ce fait, les propriétaires du moulin — qui alors étaient le chapitre de Saint-Lambert, de Liège, le chapitre de Saint-Hadelin, de Visé, et la dame d'Oupeye, chacun pour un tiers — saisirent l'occasion des plaids généraux de la Saint-Remy pour faire ajourner la communauté des Visétois, dans la personne de leurs bourgmestres.

Les échevins demandèrent aux bourgmestres si, oui ou non, ils reconnaissaient la banalité. Ceux-ci commencèrent par exposer leurs griefs, puis finirent par nier le droit; sur quoi le procès fut entamé.

Les propriétaires ne purent produire aucun titre devant la Cour de Visé et furent déboutés de leur action. Soumis en rencharge aux échevins de Liège, le jugement fut confirmé. Les juges, en s'appuyant sur le principe des Paweilhars, que nous avons donné précédemment, déclarèrent que la banalité n'était pas suffisamment prouvée.

Les propriétaires furent condamnés aux frais.

Heureusement pour eux, ils retrouvèrent une copie du jugement de 1367; munis de ce document, ils s'adressèrent au Conseil privé du prince-évêque, qui remplissait les fonctions de notre Cour de cassation.

Cette pièce imposait la réformation du jugement ; les Visétois le comprirent.

Immédiatement, les bourgmestres convoquèrent les jurés et les bourgeois en assemblée générale sur le cimetière ; l'assemblée reconnut la banalité, s'engagea à payer sa part des frais et à ne plus manquer aux obligations du ban.

Les bourgmestres furent chargés de communiquer cette décision aux échevins de Liège. Les délégués firent cette déclaration, mais demandèrent en même temps qu'il leur fût donné connaissance des droits et obligations du moulin et que celui-ci fût mis en état de desservir convenablement le ban.

La question de droit était donc résolue ; restait celle de fait le moulin remplissait-il les conditions d'un moulin banal ? Celle-ci était de la compétence des voirs-jurés d'eau.

La Cour des voirs-jurés d'eau, dit Henaux (34) après Sohet (35), était composée de sept membres à la nomination des échevins de Liège. Pour prendre une décision la présence de quatre membres au moins était nécessaire. Elle connaissait de toutes les causes en matière de cours d'eau, rivières, rieux, ruisseaux, fontaines, étangs, fossés, biez et canaux de moulins et usines, ainsi que des vannes, écluses, digues, murs d'eau, évier, etc.

L'existence de cette institution remonte fort haut. Le jugement de 1367 le prouve et indique même une de ses attributions : la visite des moulins, que les auteurs omettent dans leur énumération.

Ces visites se faisaient à la demande d'une des parties intéressées et sur l'ordre des échevins de Liège, *chieff* des voirs-jurés. Déjà, en 1524, ces fonctionnaires étaient venus à Visé à la demande des propriétaires, pour donner leur avis au sujet de certains travaux d'irrigation faits par les riverains du ruisseau sur lequel se trouvait le moulin.

Ces petites difficultés furent le prélude du procès dont nous avons parlé.

La banalité du moulin ayant été reconnue — devant les échevins de Liège (7 décembre 1535) — les voirs-jurés entrent en scène pour la question de fait, qui avait été réservée.

Au jour fixé par la Cour échevinale de Liège, c'est-à-dire le 14 mars 1536, ils vinrent à Visé pour inspecter le moulin et ses dépendances et pour constater si, oui ou non, il remplissait les conditions requises par la banalité. Des échevins de Liège les accompagnaient. Les propriétaires et les bourgmestres de Visé, comme représentants des bourgeois, avaient été invités à se trouver au lieu de réunion. Quand tous les intéressés furent présents, l'avant-parlier et mambour des propriétaires fit un exposé du procès qui s'était terminé par la reconnaissance de la banalité.

Les bourgmestres, par l'organe de maître Collin Ruwet, mambour des bourgeois, reconnurent le droit

de banalité et ajoutèrent qu'ils avaient toujours demandé et qu'ils demandaient encore l'inspection du moulin pour savoir si celui-ci se trouvait dans les conditions voulues. Ils prièrent les voirs-jurés de vouloir bien constater tous les défauts du moulin et leur faire connaître toutes les obligations de la banalité.

Après avoir entendu les raisons et propositions des deux parties, les experts commencent leur inspection.

Contentons-nous de donner leurs conclusions : les nombreuses vannes et les canaux d'irrigation qui se trouvaient sur le cours de l'eau, tant à Haccourt qu'à Devant-le-Pont, devront être supprimés aux frais des riverains qui les ont établis.

Le ruisseau devra être élargi et exhausé à cause des travaux à faire au moulin. Quant à celui-ci, tout est en mauvais état, tout est à réparer ou à refaire. Cette situation avait peut-être amené les plaintes des bourgeois ; peut-être aussi les propriétaires n'avaient-ils pas voulu faire les réparations tant que le litige ne fût pas terminé.

Une amélioration exigée par les voirs-jurés, c'était l'exhaussement de tout le moulin, pour que celui-ci pût marcher en cas de crue des eaux de la Meuse.

Dans le même but, ils proposent l'établissement d'une seconde roue qui prendrait l'eau par en bas et serait ainsi moins exposée à être submergée.

Les bourgmestres avaient demandé qu'on leur expliquât les conditions et les obligations de la banalité.

Les voirs-jurés réservèrent ce point.

Que les propriétaires fassent exécuter les travaux indiqués, disaient-ils, puis nous reviendrons voir le moulin en activité ; alors nous pourrions constater — en tenant compte de la population du ban — s'il est suffisant, alors aussi nous exposerons dans quelles conditions il doit être exploité.

Ce rapport détaillé et même minutieux prouve avec quel soin et quelle intelligence les voirs-jurés d'eau s'acquittaient de leurs fonctions ; il met en pleine lumière leur indépendance et leur impartialité, et montre qu'alors, comme de nos jours, tous étaient égaux devant la justice, les petits bourgeois de Visé et les puissants tréfonciers de Saint-Lambert.

Le rapport des experts fut ratifié par la Cour des échevins de Liège, et les propriétaires durent s'incliner devant cette décision.

Ils s'empressèrent de faire exécuter les travaux jugés nécessaires par les experts.

Le 20 novembre de l'année suivante (1537), nous retrouvons les voirs-jurés à Visé.

Les intéressés sont encore présents.

Après une protestation du meunier, qui déclare se réserver le droit de réclamer une indemnité pour tous les torts qu'il a subis à cause de ce procès et après des explications préliminaires des deux parties, les voirs-jurés commencent leur visite ; ils constatent que les travaux demandés sont exécutés ; ils estiment les dé-

penses à la somme de quatorze cents quatre vingt quinze florins cinq aidans et deux sols.

Ils font tourner le moulin par forte et petite eau, puis ils passent à l'inspection du ruisseau. Ici, ils n'ont pas lieu d'être contents: la plupart des vannes et des canaux d'irrigation subsistaient encore.

Ces ouvrages, disent-ils, diminuent la force du courant, ils doivent disparaître. Quant aux dommages causés par là au meunier et à ses propriétaires, nous leur laissons le soin de revendiquer leurs droits *tant de fraix comme des principales*.

Cette dernière phrase et la protestation du meunier avant la visite nous montrent que le procès avait des proportions considérables et que différentes questions de propriété et de dommages et intérêts étaient en jeu.

Après avoir examiné le moulin, ses dépendances et le ruisseau, les voirs-jurés donnent leurs avis et conclusions, ainsi que les explications demandées au sujet des charges de la banalité.

Ils déclarent le *moulin en point, force et estat*, pour être et rester banal. Les bourgeois devront donc y moudre, par ban, aux conditions contenues dans le jugement de 1367.

Les bourgmestres avaient appelé l'attention des voirs-jurés sur les cas où, par suite de gelée ou de manque d'eau, le moulin ne pourrait desservir le ban; les voirs-jurés font, à ce sujet, la déclaration suivante: dans ces cas, disent-ils, le meunier devra, à ses frais, conduire et faire moudre ailleurs le grain de ses clients, sans pour cela pouvoir prendre plus que d'ordinaire; c'est-à-dire plus que le seizième du grain à moudre. — S'il s'y refuse, il sera passible de l'amende accoutumée, et alors les bourgeois pourront moudre ailleurs.

Dans leur déclaration, nous trouvons encore que si des meuniers étrangers viennent *chasser moulnée* sur le territoire du ban, le sergent, le meunier lui-même et ses serviteurs peuvent les arrêter et confisquer le cheval et le grain, le cheval au profit du seigneur et le blé au profit du meunier.

Le rapport des voirs-jurés fut approuvé par les échevins de Liège, et les habitants de Visé durent recommencer à moudre par ban comme jadis.

Quelques années après ce procès, Pierre Slenacken, doyen du chapitre de Saint-Hadelin et curé de Visé, fut chargé par tous les intéressés de faire un règlement pour le meunier. Ce règlement fut admis et semble avoir maintenu les bons rapports entre les propriétaires du moulin, le meunier et ses clients.

§ 3. — *Bail du moulin banal.*

Les baux de moindre importance se faisaient jadis en formes très simples; parfois, ils ne consistaient qu'en une convention verbale; d'autres fois, ils ne contenaient que l'indication du loyer et le terme du *stuit* ou de la durée du bail.

Quand il s'agissait d'une affaire importante, on savait y mettre toutes les conditions et observer toutes les formalités de la loi, comme on le verra par l'acte dont nous allons nous occuper.

Henri de Parfondvaux, meunier au moulin banal de Devant-le-Pont depuis quelques années, avait *renoncé* son bail; un nouveau locataire s'était présenté.

L'acte de location fut passé le 5 novembre 1574 dans la *Compterie* des anniversaires de la cathédrale de Liège, en présence d'un notaire public et de deux témoins, Jean Jourdevant, petit compteur des anniversaires, et Jaspar Walchart, clerc.

Présentons d'abord les parties contractantes.

Ce sont, d'un côté, Berthelin Jacob, *oppidain* de Visé, futur meunier; de l'autre: deux chanoines grands compteurs à la Compterie des anniversaires, représentant la cathédrale, puis le doyen et trois chanoines de la collégiale de Visé, délégués de leur chapitre, enfin, Michel de Lovinfosse, mari et mambour de demoiselle Catherine Wilmar, relicte de feu Albert de Saulcy, à son temps, seigneur d'Oupeye, troisième co-propriétaire du moulin.

Là, dit l'acte, les dits propriétaires ont, de commun accord, rendu et donné en ferme et accense au dit Berthelin, présent et acceptant, le moulin banal de Devant-le-Pont avec ses dépendances, tel qu'il est tenu en ce moment par Henri de Parfondvaux, pour un *stuit* ou terme de neuf ans entiers et consécutifs, dont le premier commencera le 15 octobre 1575.

Le locataire payera chaque année, à chacun des trois propriétaires, un loyer de vingt-deux muids et un setier de *wassin du commun marché de Liège*. Ce grain est livrable par tiers de quatre mois à quatre mois, à Liège et à Visé, sur les greniers des propriétaires, aux frais et risques du locataire.

Outre ce point principal, le bail contient de nombreuses clauses qui doivent prévenir les difficultés et régler les obligations respectives des deux parties.

Le locataire devra entretenir le moulin, l'habitation et leurs dépendances dans l'état où il les aura trouvés à son entrée et les laisser dans les mêmes conditions. A cet effet, il sera fait une expertise des immeubles; si ceux-ci acquièrent une plus-value pendant le séjour de Berthelin au moulin, il aura droit à en être indemnisé à sa sortie; si le contraire se produit, Berthelin devra faire les réparations nécessaires. Il devra, dans les mêmes conditions, entretenir le ruisseau et les travaux qui y sont faits, et il ne pourra élever de nouvelles constructions sans le gré des propriétaires.

Le locataire devra bien desservir les habitants du ban, et ne pas prendre au-delà de ce qui est fixé par les records de la justice: le seizième de la mouture.

Chaque année, comme nous l'avons vu, les échevins de Visé visitaient le moulin et vérifiaient les mesures; de ce chef, ils recevaient leurs *droitures*; ces *droitures* seront aux charges du meunier, qui devra les

acquitter en temps voulu, de manière à ne pas provoquer des désagréments à ses propriétaires.

Le moulin avait certaines charges, du fait d'un terrain acheté pour une construction et aussi d'un *venta* par lequel le trop-plein de l'eau était déversé sur la rive opposée qui appartenait au seigneur d'Argenteau; le meunier payera toutes ces rentes *sans riens descompter des sommes principales*.

De ce temps, il n'y avait pas de sociétés d'assurances contre l'incendie, ce qui n'empêche pas les propriétaires d'assurer leurs immeubles contre certains risques; si le moulin venait à être détruit ou endommagé par incendie, et cela par faute ou négligence du meunier, de ses domestiques ou servantes, le locataire devra rebâtir le moulin ou réparer le dommage causé.

Les propriétaires ont soin de déclarer que le meunier devra observer les règlements et conventions concernant la banalité, afin que de ce fait ils n'aient pas de difficultés avec les bourgeois de Visé; ils rappellent surtout ce point que nous avons indiqué plus haut que, lorsque pour cause de gelée, de manque d'eau ou autrement, le moulin ne peut pas desservir les habitants du ban, le meunier doit faire moudre le grain à un autre moulin sans augmenter la redevance de la mouture et que, s'il s'y refuse, il est punissable de l'amende déterminée et doit laisser moudre les bourgeois où bon leur semble. Le bail contient aussi le privilège des prêtres et chevaliers en fait de banalité.

D'après un usage déjà ancien, qui s'est perpétué à travers les siècles, le bail était de neuf ans, mais il pouvait être résilié pour la fin de la troisième et de la sixième année. Les propriétaires stipulent que le *renoncement* devra se faire au moins un an d'avance pour qu'ils puissent, en temps utile, chercher un autre locataire.

Berthelin Jacob devra occuper le moulin en personne; il ne pourra le sous-louer qu'avec l'autorisation des propriétaires. Il devra faire serment, par devant notaire, de sauvegarder les libertés, droits et privilèges du moulin banal, tels qu'ils se trouvent exprimés dans les records et jugements des échevins de Liège et de la Cour de Visé.

Le locataire sortant avait remboursé à son prédécesseur une certaine somme due par les propriétaires; il avait, en outre, fait des améliorations au moulin. De ces deux chefs, une somme assez forte devait lui être comptée à son départ; il fut convenu que Berthelin Jacob indemniserait son prédécesseur et que cette somme ferait partie de la caution qu'il devait constituer.

Les propriétaires voulaient avoir de sérieuses garanties de paiement; outre la somme qu'il avancera à Henri de Parfondvaux, Berthelin donnera en caution une rente héréditaire de vingt-quatre muids d'épeautre; l'acte de constitution de garantie devra être passé dans les huit jours devant les échevins de Visé, aux frais du futur locataire.

Comme, malgré toutes ces précautions, des difficultés pouvaient se produire, les propriétaires ajoutent encore quelques clauses pour se garantir contre toute éventualité fâcheuse. Si le meunier se trouve en défaut pour l'exécution des conditions du contrat, ils peuvent lui reprendre le moulin *franchement et liggement*, bien entendu, dans le cas où il ne pourrait donner des explications et des justifications suffisantes.

Bien plus, le meunier renonce, pour les procès qu'il pourrait avoir avec ses propriétaires, à se servir de toutes *exceptions et défensions de droit et de loy de fait et de statuts, de bourgeoisie et de franchises*, et généralement à tous les moyens de procédure, qu'autrement il aurait pu employer contre eux; en particulier, il renonce au droit, disant: que générale renonciation ne vaut, si spéciale ne précède.

Pour avoir plus d'authenticité et de valeur légale, l'acte devait être *réalisé* devant la haute Cour de Liège ou devant la Cour locale. Il le fut à Visé le 15 novembre, en présence du maire et de cinq échevins.

«Les parties — le futur meunier et les représentants des propriétaires — exposèrent à la Cour que ledit Berthelin avait obtenu desdits propriétaires par *rendage local* le moulin banal de Visé, avec toutes ses dépendances, au prix et aux conditions contenues dans l'acte leur exhibé.»

Cette formule, suivie de la *teneur du rendage*, constituait l'acte d'enregistrement.

Le même jour, Berthelin Jacob constitua devant la Cour la garantie de vingt-quatre muids d'épeautre de rente qu'il devait fournir à ses futurs propriétaires; comme gage, il assigna sa maison située Rue Basse, à Visé, et tous ses autres biens et rentes, présents et futurs, qu'il avait ou aurait dans la justice de Visé.

Ces formalités et ces précautions nous montrent que, jadis comme de nos jours, les propriétaires savaient se garantir contre l'insolvabilité ou le mauvais vouloir de leurs locataires.

Une clause du bail de Berthelin Jacob stipulait qu'une expertise du moulin et de ses dépendances serait faite avant son entrée.

Trois meuniers et un charpentier furent chargés de la faire. D'après leur estimation, le moulin avait acquis, pendant le séjour de Henri de Parfondvaux, une plus value de trois cent et cinq florins et douze sols. Cette somme ajoutée aux sept cents florins que le meunier sortant avait remboursés à son prédécesseur pour le compte de ses propriétaires, constituait un total de mille florins que Berthelin Jacob devait solder et donner en caution avant de pouvoir entrer dans le moulin.

On ne sait s'il y resta longtemps, ni s'il y fit de bonnes affaires.

§ 4. — Un moulin au milieu de la Meuse en 1620 (36).

Dans une déclaration des meuniers de Haccourt et de Heure-le-Romain, faite à la demande de leur confrère de Devant-le-Pont, nous lisons qu'au commencement du XVII^e siècle, le courant du ruisseau qui activait le moulin banal de Devant-le-Pont avait perdu de sa force, «au point, disent-ils, que, pour cette raison, le moulin de Visé ne pourrait servir la moitié de la ville dudit Visé».

Causé par de fortes sécheresses, comme le pensaient ces meuniers ou par une commotion terrestre, ce qui ne serait pas impossible, ce manque d'eau constituait une situation fort désagréable pour le locataire du moulin de Devant-le-Pont et pour ses propriétaires.

Ne pouvant servir tous ses clients par son moulin, le meunier devait s'adresser à des confrères du voisinage, les payer, subir les frais de transport et se contenter du seizième ordinaire de la *moulnée*; de là pour lui une grande perte de temps et d'argent.

S'il refusait de le faire, les habitants étaient libres d'aller moudre ailleurs, et la banalité était compromise de fait.

Des situations semblables se sont produites ailleurs, et c'est sans doute pour y remédier qu'on trouvait en amont de certains moulins, comme à Chenêtré et à Dalhem, des viviers ou réservoirs d'eau qui assuraient la marche régulière du moulin.

A Dalhem, dans la prairie voisine du vieux moulin, on voit encore des exhaussements de terrain qui sont des vestiges des digues du vivier-réservoir.

Les échevins de Dalhem ont eu soin de consigner dans le Record des privilèges de la ville et franchise que, chaque fois qu'on organisait une grande pêche dans les viviers, ils avaient chacun droit à deux belles carpes (37).

Pour pouvoir servir la clientèle et pour conserver la banalité, les propriétaires du moulin de Devant-le-Pont imaginèrent un autre moyen: ils formèrent le projet de construire, au milieu de la Meuse, un moulin sur barques qui suppléerait à l'insuffisance de l'ancien moulin.

L'exécution de ce projet exigeait un arrangement entre les propriétaires et le chapitre de Saint-Lambert qui, comme ancien seigneur de Visé, possédait encore la propriété du cours de la Meuse et pouvait donc seul disposer du *coup d'eau*, c'est-à-dire utiliser le courant de l'eau pour mouvoir un moulin ou une autre usine hydraulique.

Après quelques pourparlers, le chapitre cathédral fit les propositions suivantes, qui furent agréées des autres propriétaires.

Les chanoines de St-Lambert accorderont le coup d'eau; les deux autres co-propriétaires (le chapitre de Visé et les héritiers de la dame d'Oupeye) fourniront le moulin avec tous ses accessoires, prêt à être mis en

activité.

Le moulin sera ensuite entretenu aux frais communs de tous; s'il venait à être endommagé ou détruit par glaçons, fortes eaux ou autres accidents, les dépenses de réparation ou de réédification seront supportées en commun. Pour ultérieure reconnaissance du droit du coup d'eau, le chapitre cathédral recevra de chacun de ses co-propriétaires deux florins d'or. L'érection du moulin ne devra préjudicier en rien à la pêche et à la venue, propriétés de Saint-Lambert. Les profits du nouveau moulin seront, comme ceux de l'ancien, à parts égales, divisés entre les trois parties contractantes.

Le coup d'eau accordé par le chapitre de Saint-Lambert lui valut, comme nous le verrons, de 500 à 600 florins.

Les deux autres co-propriétaires s'adressèrent, pour les barques destinées à porter la construction, à Lambert Spinaer, maître pontonnier du chantier alors si connu de Devant-le-Pont, et, pour le moulin proprement dit, à un bourgeois de Maestricht, maître-ouvrier de moulins.

Par accord du 17 août 1619 entre le chapitre de Visé et les héritiers de la dame d'Oupeye, d'une part, et Lambert Spinaer, de l'autre, le pontonnier s'engage à construire et livrer, avant la Saint-Remy prochaine, les deux barques, qui porteront le moulin, dans les conditions d'un certain billet (cahier des charges) au prix de 660 florins de Brabant.

Si, à la réception de l'ouvrage, des connaisseurs y trouvent des défauts de matériaux ou de construction, l'entrepreneur s'engage à les faire disparaître d'après leurs indications.

A Maestricht, il existait déjà des moulins sur barques dans le genre de celui qu'on voulait construire à Visé; c'est ce qui nous explique pourquoi le chapitre de Visé et les héritiers de la dame d'Oupeye s'adressèrent à Nicolas Bettonville, ouvrier de moulins de cette ville.

Celui-ci entreprit, pour la somme de 470 florins, la construction d'un moulin semblable à ceux de Maestricht, mais approprié aux barques qu'on devait lui fournir, avec tous les accessoires, sauf les pierres, ferrailles et cordages, dans les conditions indiquées en un *billet* de charges. Il s'engagea à les livrer sur bateau à Maestricht et à payer les droits de *sortie* ou autres de douane, les frais de transport restant pour le compte des destinataires. Un autre bourgeois fournit les fers à raison de trois patars et demi la livre.

Au début, le moulin sur barques semble avoir assez bien marché. Il en fut naturellement question dans les nouveaux bails des meuniers.

Dans celui de 1640, on lit les conditions suivantes:

Le meunier devra entretenir en bon état le moulin sur barques.

Il devra le nettoyer au moins une fois par semaine.

Il devra le munir de cordes assez longues et assez fortes pour conduire le moulin en lieu convenable sur la Meuse; il devra *endagler* (goudronner) les barques quatre fois pendant son stuit de 9 ans et chaque fois il devra y mettre une tonne de *daglet*.

Dans des conventions postérieures entre propriétaires et meuniers, il n'est plus question du moulin sur barques; ce qui nous permet de croire qu'il avait déjà disparu. Sans doute, on avait trouvé un autre moyen de donner au vieux moulin de Devant-le-Pont la puissance de desservir tous les habitants du ban; car il resta banal jusqu'au moment où les lois républicaines françaises supprimèrent les droits et privilèges de la féodalité dans notre pays.

La carcasse de ce moulin existe encore; elle est enclavée dans la belle propriété de M. Leroux-Labeye.

La plupart des Visétois ignorent que ce bâtiment antique fut pour leurs ancêtres l'occasion de nombreuses difficultés et de grands procès.

Abbé J. CEYSSSEN

(1) WARNKÖNIG, *Histoire du droit belge*, p. 72.

(2) DU CANGE, *Glossarium latinitatis mediæ ævi*, t. 1, p. 567, constate que l'étymologie du mot *bannum* est fort incertaine. «D'aucuns, dit-il, pensent que c'est le même radical que *band*, drapeau; d'autres le confondent avec le flamand *ban*, ou plutôt *baan*, route, ce qui est encore plus absurde. M. Wachterus, dit-il encore, le fait dériver de je ne sais quel terme *Benn*, qui signifierait chef. Il est probable, ajoute-t-il, que ce mot a des rapports d'origine avec le terme flamand *binden* (lier), pour lequel on disait aussi jadis *bannen*.»

Cette opinion ne paraît pas improbable.

Actuellement, le mot flamand qui traduit le terme association est encore *bond*, apparenté avec *band*, lien. En français, de lien viennent alliés et alliance. La partie *bant*, corruption de *band*, dans Braeckbant, etc., aurait donc originellement eu le sens de: union, alliance, et n'aurait eu que par déduction la signification de territoire (des alliés).

(3) Remarquons encore que, dans l'ancien flamand, le mot *heer* (armée) s'écrivait souvent *heir*.

(4) MANTELIUS, *Historia Lossensis*, p. 81.

(5) Ainsi à Gerpinnes, «la dame pour ces dismes, doit aux bonnes gens tors (taureaux) et viers (verrats) et stallons (étalons) et doivent estre trouvés en la démorque cour.» *Bulletin de la Commission royale d'histoire*, 4^e série, t. XIII, p. 28.

(6) Le ressort de la banalité ne coïncidait pas toujours avec les limites de la seigneurie. DARIS, *Les droits des seigneurs dans l'ancien pays de Liège*, dans *Notices historiques sur les églises du diocèse de Liège*, t. XII, pp. 32-33.

(7) «Le seigneur d'Angleur a un moulin, un four et une brasserie banals, auxquels tous les surcéants de ladite seigneurie doivent moudre, cuire et prendre breuvage par ban.» *Bulletin de la Société d'art et d'histoire du diocèse de Liège*, t. II, p. 181.

(8) SOHET, *Instituts de droit*, t. I, liv. 2, lit. 51, p. 143.

(9) VIOLLET, *Le droit au XIII^e siècle dans les coutumes de Touraine, etc. Introduction aux établissements de saint Louis*, pp. 18 et suiv. du tiré à part.

(10) Marcel THÉVENIN, *Etudes sur la propriété au moyen-âge*, dans la *Revue historique*, année 1886, t. XXXI, pp. 241-258.

(11) E. GLASSON, *Histoire du droit et des institutions de la France*, t. IV, pp. 455 et suiv.

(12) SOHET, *Instituts de droit*, t. I, liv. 2, tit. 51.

(13) *Record des privilèges de la ville et franchise de Dalhem*. Archives communales de Dalhem. Voir aussi les *Privilèges de Gerpinnes*, au pays de Namur, dans les *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 4^e série, t. XIII, p. 29.

(14) JOSEPH HALKIN, *Etude historique sur la culture de la vigne en Belgique*, dans le *Bulletin de la Société d'art et d'histoire du diocèse de Liège*, t. IX, pp. 96 et 132.

(15) HENAU, *Histoire de la bonne ville de Visé*, dans le *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, t. I, p. 388.

(16) *Record des Privilèges de la ville et franchise de Dalhem*. Archives communales de Dalhem.

(17) *Record des échevins de Hermalle concernant les droits du seigneur et des surcéants*. Arch. paroiss. de Hermalle-sous-Argenteau.

(18) RAIKEM et POLAIN, *Les Coutumes de Liège, Li Paweilhars*, p. 148.

(19) Voir entre autres documents les chartes IX, XX, XXVII, etc., du *Codex diplomaticus Limburgensis*, dans ERNST, *Histoire du Limbourg*. Voir aussi les *Privilèges de Gerpinnes*, cités plus haut.

(20) GALESLOOT, *Le livre des fendants de Jean III, duc de Brabant*, pp. 28, 38 et 288.

(21) SOHET, *Op. cit.*, t. I, liv. 2, tit. 51.

(22) RAIKEM et POLAIN, *Coutumes de Liège, Li Paweilhars*, p. 142.

(23) *Ibidem*, page 142.

(24) Failon: Fairen ou Fallogne?

(25) L'un situé sur le Geer, près d'Eben; l'autre sur la Voer, à Castert.

(26) *Record des Échevins de Dalhem*, cité plus haut.

(27) SOHET dit, dans l'ouvrage déjà cité: «La banalité oblige tous les habitants, même ecclésiastiques, selon la diversité des coutumes.» Cette assertion ne doit pas être exacte. Nous lisons dans un jugement des Echevins de Liège concernant le moulin de Visé: «Presbîtres, chanoines, chevaliers et enfants de chevaliers, qui selon l'usage des bannals mollins gisans alle loy de Liège en doivent estre quitte.»

(28) A ce propos, on trouve un article intéressant dans le *Record des droits et privilèges de la seigneurie de Hermalle-sous-Argenteau*.

Si, y est-il dit, un maswir perd de sa moulnée par la faute du meunier, celui-ci doit lui rendre tout ce que l'autre jure d'avoir perdu *sains faire tesmoins sur le serment de muswir*, c'est-à-dire, croyons-nous, sans que d'autres personnes viennent par leur témoignage affirmer l'honnêteté du maswir et corroborer son serment. Si le meunier refuse de rendre le blé perdu, le maswir peut prendre son cheval et le garder jusqu'à ce que la restitution du grain soit faite.

(29) Record de 1439 concernant les moulins banaux de Nouvelle-sur-Meuse, dans le *Manifeste, etc., touchant le Thonlieu d'Eysden*, page 41 des documents, 1675.

Dans certaines régions, le passage de la charrette du meunier est encore annoncé par les grelots, d'un timbre particulier, dont sont munis les chevaux. — Ces grelots ont sans doute servi à remplacer l'antique: *Qui veut moudre?* des garçons meuniers du temps passé.

(30) Archives communales de Dalhem.

(31) Dans le pays de Boom, on a décoré du titre de *banmolens* les boutiques des patrons qui pratiquaient le truc-système.

(32) Le texte auquel il est fait allusion est sans doute la charte n° 256 f° 176 du *Liber cartarum ecclesiae Leodiensis*.

(33) *Archives paroissiales de Visé*.

(34) HENAU, *Constitution du pays de Liège*, p. 147.

(35) SOHET, *Instituts de Droit*, Liv. II, tit. 31.

(36) *Archives paroissiales de Visé*.

(37) *Record des privilèges de la ville et franchise de Dalhem*. Archives communales de Dalhem.

